



HAL
open science

Bérangère Massignon, "Des Dieux et des fonctionnaires. Religions et laïcités face au défi de la construction européenne", Rennes, PU de Rennes, 2007

Xabier Itçaina

► **To cite this version:**

Xabier Itçaina. Bérangère Massignon, "Des Dieux et des fonctionnaires. Religions et laïcités face au défi de la construction européenne", Rennes, PU de Rennes, 2007. Politique européenne, 2008, 26, pp.231-237. 10.3917/poeu.026.0221 . halshs-00385991

HAL Id: halshs-00385991

<https://shs.hal.science/halshs-00385991>

Submitted on 4 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Xabier ITÇAINA

Bérangère Massignon, *Des Dieux et des fonctionnaires. Religions et laïcités face au défi de la construction européenne*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Sciences des religions », 2007, 364 p., préface de Jean-Paul Willaime.

L'ouvrage de Bérangère Massignon vient très utilement compléter les trop rares travaux sur la dimension religieuse d'une construction européenne saisie non pas du point de vue de la comparaison statonationale, mais bien en termes d'européanisation des religions *et* de la construction d'une politique religieuse de l'Union. Afin de qualifier ces relations, B. Massignon recourt à l'image du laboratoire, empruntée à la sociologie des sciences, pour souligner les éléments d'expérimentation et d'innovation qui sont à l'œuvre dans un processus d'apprentissage mutuel et de compétition qui caractérise la construction partagée du sens entre religions et institutions européennes. L'ouvrage part de l'écart, *a priori* paradoxal, entre le maintien de l'exception européenne en matière de sécularisation dans une donne géopolitique mondiale marquée par l'importance du religieux, et l'institutionnalisation soutenue d'un dialogue entre religions et institutions européennes. Basée sur le constat d'un faible investissement des sociologues de la religion dans les études sur la construction européenne – et, réciproquement, du moindre intérêt des européenistes pour le religieux -, cette recherche associe de façon très convaincante les deux perspectives.

Côté religieux, le niveau intermédiaire d'analyse qui est choisi est celui de l'émergence de structures d'Église spécialisées dans le suivi des affaires européennes. Ce niveau d'observation permet à l'auteur de nuancer les thèses généralement admises : celle d'une Église catholique pionnière de la construction européenne, et celle du retard protestant en la matière. L'examen des dynamiques internes des deux religions pousse à des conclusions moins tranchées, dans un paysage religieux que l'immigration et les élargissements successifs ont rendu définitivement pluriel. Chacune des religions *et* chacun des courants laïques et humanistes - dont la prise en compte n'est pas le moindre des mérites de cet ouvrage - fait l'objet d'un examen serré. Côté institutions européennes, l'observation est centrée sur la présidence de la Commission européenne, et plus particulièrement sur la Cellule

de prospective, créée par Jacques Delors, organe « affadi » (p. 17) sous Romano Prodi, et renommé Groupe des conseillers politiques (GOPA : *Group of policy advisors*) puis Bureau des conseillers politiques européens (BEPA : *Board of European policy advisors*) sous José Manuel Barroso. Les archives de cette Cellule, en particulier, fournissent un matériau original. Elles ne constituent cependant que l'une des facettes d'un travail empirique consistant mené entre 2000 et 2003 : 86 entretiens, observations de manifestations organisées par les groupes religieux et philosophiques, « navettes incessantes » entre Bruxelles et Paris, la France devenant un « lieu d'étude secondaire » de par le décalage entre les débats français et l'univers de sens des fonctionnaires européens ou des membres des structures religieuses ou laïques européennes.

Inspirée notamment de l'approche de la pluralité religieuse de James Beckford, ce livre s'assigne comme objectif l'étude de l'articulation entre trois niveaux : la dynamique de pluralisation de la scène religieuse européenne transnationale, la pratique de gestion de la pluralité religieuse par les institutions de l'Union européenne, le discours idéologique incontestablement favorable au pluralisme, notamment religieux, élaboré par les différents acteurs des relations entre l'Union et les religions.

L'argumentaire est développé en trois parties. La première est consacrée aux trajectoires comparées des acteurs religieux laïques. Elle se penche sur la construction de la diversité grandissante de la scène religieuse et humaniste européenne, et surtout sur le processus d'institutionnalisation de la présence des acteurs religieux à Bruxelles. Un premier chapitre se penche sur les organisations catholiques et protestantes, précurseurs en la matière. Le second chapitre s'intéresse aux autres mouvements religieux et laïques paneuropéens, qui font preuve d'une institutionnalisation à la fois plus récente et plus ardue, marquée par de forts clivages nationaux, voire intra-confessionnels. La diversité interne à chaque confession ou courant philosophique est particulièrement frappante : forces et faiblesses d'une institutionnalisation hiérarchique et médiatique chez les catholiques, intégration informelle et plurielle (distanciée des réticences originelles vis-à-vis de l'« Europe vaticane ») chez les protestants. Les autres confessions et courants ne sont pas en reste : tension entre autocéphalie et synodalité chez les orthodoxes, références multiples au patriarcat œcuménique de Constantinople, à l'Église de Grèce ou à l'Église de Russie ; distinction entre organisations juives communautaires et proprement religieuses (avec la distinction entre

associations au projet différentialiste ou citoyen et mouvement loubavitch transnational et communautariste), modèle consistorial d'un judaïsme rabbinique européen; compétition des figures d'autorité (intellectuel cosmopolite, leader transnational, leader communautaire ou bureaucratique) dans l'Islam; clivage, enfin, entre humanistes de l'Europe du Nord et laïques de l'Europe du Sud.

La deuxième partie se penche plus directement sur la politique religieuse de la Commission européenne de 1982 à 2004. Afin d'analyser la façon dont cette institution s'adapte à la diversité grandissante de la scène religieuse, B. Massignon mobilise à profit deux entrées théoriques, les approches cognitives des politiques publiques et l'approche institutionnelle. Sont ainsi examinés la genèse, les crises et les développements des relations entre la Commission et les religions, en insistant sur les inflexions et les différences de politique selon les leaderships politiques et les fonctionnaires en place. L'auteur expose bien l'évolution d'une période d'institutionnalisation et de pluralisation du dialogue entre l'Union et les religions sous le mandat de Jacques Delors, vers une présidence de Romano Prodi plutôt marquée par une relative désinstitutionnalisation et un phénomène de pluralisation extrême du religieux (p. 203-5). Cette institutionnalisation et cette pluralisation sont cependant incomplètes, comme le montre le devenir de l'initiative « une Âme pour l'Europe » ou encore la question spécifique de la gestion européenne de l'Islam.

La troisième partie s'emploie à monter en généralité en s'interrogeant sur l'émergence (ou pas) d'un modèle européen original de gestion du religieux. Plusieurs modèles de référence s'affrontent sur le plan européen, sans que l'un ou l'autre des modèles nationaux ne l'emporte. B. Massignon nuance sur ce point la thèse voyant dans le modèle communautaire de gestion du religieux la transposition du modèle allemand. La « laïcité de médiation » qui caractérise le lien entre Union européenne et religions emprunterait plutôt à plusieurs types de relations Église-État : modèle des cultes reconnus, laïcité belgo-néerlandaise, laïcité à la française. Mais le cœur de sa démonstration est sans doute fourni par la caractérisation d'un modèle européen de régulation du religieux qui, jouant sur la polysémie des concepts, permet d'aboutir à des accords selon une « culture du compromis ». Ce modèle européen de gestion du religieux s'articule, nous dit B. Massignon, autour de six principes : subsidiarité, affirmation du rôle social positif des religions, reconnaissance de leur spécificité parmi les autres organisations de la

société civile, neutralité positive, reconnaissance du pluralisme confessionnel (étendu jusqu'aux groupements philosophiques) ; mise en place d'un arsenal juridique de mesures en matière de non discrimination selon la religion et les convictions. Dans ce cadre, les relations entre l'Union et les religions doivent être aussi examinées à l'aune des liens que tissent les institutions européennes et la nébuleuse de la société civile. Le chapitre 7 s'interroge sur la contribution du religieux au débat sur le déficit identitaire de « l'institution imaginaire de l'Europe ». Jean-Paul Willaime souligne à ce propos, dans sa préface, que la façon dont l'Europe construit pas à pas une gouvernance des religions fondée sur la reconnaissance positive des acteurs religieux et philosophiques est originale et prometteuse, car « se tenant à égale distance d'un trop plein de sens nourrissant un scénario de 'choc des civilisations' et d'un vide de sens dissolvant l'identité européenne dans l'espace de la mondialisation des échanges » (p. V). Le dernier chapitre propose une réflexion plus globale sur la recomposition des relations entre le religieux et le politique en ultramodernité, notion que B. Massignon, à la suite de J.-P. Willaime préfère à celle de postmodernité. La religion, ici, est vue comme un recours utile pour un politique en quête d'équilibre entre sécularisation sociétale et demande de symbolique. Le débat sur l'adhésion de la Turquie – et les positions des Églises – s'inscrit du coup dans une tension entre vision substantielle et civilisationnelle de l'Europe et une vision de « l'identité-contrat » fondée sur la synthèse « droits de l'Homme – démocratie – paix – développement ».

Outre ce débat récurrent sur l'identité européenne, ce que souligne au fond cet ouvrage est la relative plasticité des institutions religieuses vis-à-vis de la construction européenne, plasticité fondée sur la notion de compromis, que l'auteur emprunte aux sociologues du religieux Jean Rémy et André Turcotte¹. La notion de compromis est un outil heuristique pour analyser l'acculturation des religions au jeu communautaire, entre pluralisation et dynamique d'européanisation. Ce processus, cependant, doit être ramené à sa juste mesure, en ne diminuant pas les écarts entre les confessions, toutes marquées par une prétention à la vérité et dont l'action, comme l'ont souligné François Foret et Philippe Schlesinger, ne va pas forcément toujours

¹ Jean Rémy, Paul-André Turcotte, « Introduction », *Social Compass*, 44(4), 1997, p. 491.

dans le sens d'une cohérence de l'espace public européen². C'est bien au cœur de ce dosage subtil entre adaptation organisationnelle et institutionnelle au compromis d'un côté, prétention à la vérité de l'autre, que s'élabore la spécificité de la « société civile sectorielle » constituée par les religions.

Trois pistes de recherche pourraient prolonger utilement ce travail. L'on pourrait d'une part s'interroger sur le contraste entre cette politique du compromis et de la transaction des Églises à l'échelle de l'Union, et la crispation des relations Église-État dans certains États membres (notamment en Europe du Sud). Bien sûr, la gestion des intérêts sectoriels des Églises est d'abord régulée à l'échelle étatique, subsidiarité oblige, ce qui impose un niveau de politisation du religieux très différent selon les échelles de gouvernement. On peut néanmoins s'interroger sur la façon dont les institutions religieuses parviennent à gérer ces échelles de la politisation. De façon encore plus précise, sans doute faudrait-il confronter l'analyse des relations Union-religions à la variété des situations locales, qui sont le véritable niveau d'éclosion et de régulation des controverses autour des lieux de culte, de l'application des normes religieuses, de l'école, etc. L'étude commanditée récemment par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe est éloquente sur ce point³. B. Massignon suggère des pistes prometteuses en ce sens, en posant l'hypothèse que l'engagement fort de certaines organisations religieuses sur le plan européen viendrait reconstituer un rôle de magistère qui leur aurait été remis en cause sur le plan national, ou alors sauvegarder ce qui leur reste de magistère moral dans certains États-membres (p. 295). Reste à évaluer plus précisément la façon dont se déclinent ces attitudes défensives et/ou proactives selon chaque configuration confessionnelle, locale, nationale et européenne.

À ce changement d'échelle d'observation pourrait se rajouter un changement de focale, qui compléterait l'analyse du noyau dur de la politique religieuse bruxelloise par une analyse de l'influence du religieux dans les politiques sectorielles de l'Union. La question de l'immigration, en filigrane tout au long de l'ouvrage de B. Massignon, pourrait fournir un cas d'étude exemplaire en la matière. Enjeu social

² François Foret, Philip Schlesinger, « Le religieux dans la légitimation de l'Union européenne », dans F. Foret (éd.), *L'espace public européen à l'épreuve du religieux*, Bruxelles, Éditions de l'Université libre de Bruxelles, 2007, p. 230-231.

³ *Des Dieux dans la ville. Le dialogue interculturel et interreligieux au niveau local*, Éditions du Conseil de l'Europe, série « local et régional », 2008.

devenu un problème politique inscrit à l'agenda européen, l'immigration mobilise depuis longtemps les acteurs religieux. Ces derniers se retrouvent souvent sur une position ambivalente, en s'engageant très fortement au sein des organisations du tiers-secteur en faveur de l'aide aux migrants (répertoire traditionnel de l'hospitalité) et des *advocacy coalitions* en faveur des droits sociaux et politiques des migrants (répertoire de la citoyenneté), tout en étant des acteurs en lice au sein d'un marché religieux constamment recomposé par ces mêmes flux migratoires. La réaction du tiers-secteur religieux face au renforcement de la figure de l'immigrant comme apport de main-d'œuvre (répertoire utilitariste)⁴ mériterait également d'être observée. Ici aussi, le croisement des analyses locales, nationales et européennes permettrait de cerner à sa juste valeur la part du religieux dans la gestion publique de cet enjeu désormais crucial. Le cas de l'immigration illustrerait ainsi les analyses de B. Massignon lorsqu'elle parle des acteurs religieux comme « experts généralistes », spécialisés dans l'introduction d'enjeux éthiques dans les questions techniques, et comme groupes d'intérêts engagés sur des *issues networks*, et dont la gestion par l'Union oscille entre néo-corporatisme et néo-pluralisme (p. 242).

Enfin, le chemin réflexif très riche ouvert par B. Massignon pourrait être prolongé par une comparaison avec le rôle des organisations religieuses à l'échelle internationale, au-delà du seul continent européen. Les acteurs religieux, montre B. Massignon, en tant qu'institutions transnationales disposent d'une véritable compétence en matière de globalisation, et surtout de réseaux et de maillages territoriaux très réactifs, du local au global. Certaines recherches en relations internationales se sont essayées ces dernières années à réfléchir aux avantages et aux limites du transfert au religieux de l'approche en termes de *soft power* de Joseph Nye⁵ pour qualifier les nouveaux modes d'influence du religieux sur le politique. Le modèle européen d'interactions et de légitimation croisée entre religion et politique fondé sur le compromis est-il unique en son genre ? Quelles sont les stratégies des religions dans d'autres

⁴ Pour reprendre les catégories élaborées par Évelyne Ritaine, « Quand parler de l'Autre, c'est parler de Soi », in É. Ritaine (dir.), *L'Europe du Sud face à l'immigration. Politique de l'Étranger*, Paris, PUF, p. 1-25.

⁵ Jeffrey Haynes, « 'Religious soft power' and politics », *Paper for workshop 22, 'Religion and Politics: Conflict or Cooperation?'*, ECPR Joint Sessions of Workshops, Helsinki, May 7-12, 2007.

processus de constructions transnationales ? Autant de questions générales qui permettront, le cas échéant, de confronter la très convaincante démonstration de B. Massignon à d'autres configurations de la fabrique du politique.